

Extrait du Rencontres Sociales

<http://rencontres-sociales.org/spip/spip.php?article3071>

"Une autre banque est possible : vers des banques coopératives d'intérêt collectif"

- Tribune -

Date de mise en ligne : lundi 19 septembre 2011

Description :

Nous poursuivons le débat d'idée ouvert avant l'été avec une proposition d'ATTAC sur une forme nouvelle de socialisation de banques, à l'heure où des libéraux comme David Thesmar propose une nationalisation de celles-ci. RS organisera prochainement la mise en discussion de ce texte entre militants du mouvement syndical et social, responsables et spécialistes des l'ESS.

Rencontres Sociales

Nous poursuivons le débat d'idée ouvert avant l'été avec une proposition d'ATTAC sur une forme nouvelle de socialisation de banques, à l'heure où des libéraux comme David Thesmar propose une nationalisation de celles-ci. RS organisera prochainement la mise en discussion de ce texte entre militants du mouvement syndical et social, responsables et spécialistes des L'ESS.

L'effondrement de la valeur boursière des banques françaises et européennes ouvre une deuxième crise bancaire majeure après celle de 2007-2008. L'intervention prochaine des États et de la Banque centrale européenne pour sauver les banques apparaît inéluctable. Mais cette fois-ci, les citoyens n'accepteront pas de payer la facture sans rien changer au fonctionnement du système bancaire. La monnaie est un bien commun et ne peut être laissée dans les mains d'actionnaires privés. Il faut socialiser le système bancaire. Attac propose la transformation des établissements sous perfusion en banques coopératives d'intérêt collectif.

Une crise prévisible

La crise de 2007-2008 avait été provoquée par les dérives d'une finance irresponsable et d'un modèle économique et social inégalitaire et prédateur. Le sauvetage des banques et surtout la récession ont déstabilisé les finances publiques. L'actuelle « crise de la dette » en Europe n'est rien d'autre que la réplique de ce premier séisme sur le château de cartes des traités européens. Car ceux-ci avaient créé une monnaie unique entre des pays hétérogènes sans budget commun, sans politique de convergence sociale et sans protection contre la spéculation financière mondiale. Le choc de 2008 a ébranlé la zone euro, et les premiers maillons faibles - Grèce, Irlande, Portugal... - sont en train de céder. Les irresponsables politiques européens n'ont rien vu venir de ce qui était pourtant annoncé depuis longtemps par nous et bien d'autres. Ils continuent à courir de sommet en réunion d'urgence comme des rats affolés dans une cage soumis par la finance à des chocs électriques auxquels il ne comprennent rien. Leur tentative désespérée d'imposer une hyper-austérité destructrice sous prétexte de réduire la dette publique ne peut déboucher que sur une catastrophe.

Réinventer les banques

L'Union européenne prétend maintenant adopter la taxe Tobin que nous proposons depuis plus de 10 ans. C'est très bien, mais c'est trop peu, trop tard ! Il faut bien sûr prendre des mesures drastiques contre la spéculation et repenser la construction européenne ; mais on ne peut plus éviter de repenser complètement les finalités mêmes et les modes de gouvernement des banques. Leur rôle doit être de financer l'économie, pas de construire des châteaux de cartes pour les investisseurs financiers et des machines à cash pour leurs actionnaires. Le cours des actions des banques européennes est en train de tomber à un niveau où il va devenir possible pour les États d'acheter l'essentiel à bon compte. Il faut saisir cette occasion pour entreprendre de socialiser non pas les pertes mais le système bancaire lui-même. Socialiser, ce n'est pas nationaliser pour redresser et revendre. Ce n'est pas non plus étatiser pour s'en remettre à une gestion technocratique, parfois pire que la gestion privée. Socialiser, c'est placer les banques sous le contrôle de la société, pour qu'elles financent des activités utiles socialement et écologiquement, choisies démocratiquement, créatrices d'emplois, de revenus, de cohésion sociale.

Pour des banques coopératives d'intérêt collectif

Nous proposons de sauver les banques à la condition qu'elles soient transformées en banques coopératives d'intérêt collectif. SCIC (société coopérative d'intérêt collectif) en France, « entreprise sociale » dans d'autres pays, on pourrait créer un tel statut au niveau de l'Union. Dans ces banques - de portée régionale, nationale ou européenne - les pouvoirs publics (Régions, États ou autorités publiques européennes) auraient la majorité des voix au Conseil de surveillance ; mais seraient aussi représentés, dotés de minorités de blocage, les salariés du système bancaire (via des représentants élus), les PME, les collectivités locales (pour tenir compte de la diversité territoriale) et la société civile, en particulier les syndicats, les usagers et les associations écologistes. Ces banques ne spéculeraient pas sur les marchés et n'auraient pas de liens avec les paradis fiscaux. L'équilibre des pouvoirs y garantirait une gestion conforme aux intérêts de la société. Dans le cadre de politiques macroéconomiques durables, définies par les pouvoirs publics élus aux plans national et européen, ces coopératives bancaires pourraient pratiquer des taux d'intérêt modulés en fonction de l'utilité sociale et écologique des projets. Une Banque centrale européenne profondément réformée aurait pour tâche de surveiller ce système, d'en assurer l'équilibre de façon à prioriser l'emploi, la cohésion sociale, la préservation de l'environnement, tout en contenant les dérapages inflationnistes.

Alors que la France et l'Europe, vont probablement être touchées dans les mois et années à venir par une nouvelle hausse du chômage, il y a urgence à développer des investissements massifs, publics et privés, dans des programmes coordonnés d'innovation et de développement concernant les économies d'énergie (en particulier dans le bâtiment et les transports), les énergies renouvelables, l'agriculture paysanne et biologique, les services publics et de proximité...

La création d'un secteur bancaire socialisé et démocratisé est seule de nature à réorienter l'économie européenne vers un sentier de développement durable. Alors que les propriétaires du capital et leurs représentants politiques tentent de faire payer leurs dettes et leur crise aux citoyens européens, ceux-ci doivent imposer que la démocratie prenne les commandes. Attac portera cette exigence le 15 octobre prochain dans une journée d'action européenne à l'appel des Indignés espagnols, notamment par des rassemblements unitaires et des actions symboliques et ludiques devant les agences bancaires partout en France. Au contre-G20 qui se tiendra à Nice du 1er au 3 novembre, nous tiendrons le Tribunal de la finance, qui jugera les banques prédatrices actuelles et permettra d'entrevoir le système bancaire de demain.

Attac France, Paris, le 14 septembre 2011